

(EU) UEO/ASSEMBLEE: face à l'évolution de l'OTAN, l'UE doit développer sa politique de défense pour rester un acteur mondial, estime Jean-Pierre Masseret Bruxelles, 09/02/2006 (Agence Europe) - Analystes et responsables politiques européens observent de plus en plus souvent que l'OTAN est en train de « piquer » des prérogatives à l'Union européenne, notamment sur le terrain civilo-militaire. Une évolution qui doit impérativement pousser l'Union européenne à poursuivre le développement de sa politique de défense pour demeurer un acteur sur la scène internationale, a estimé le président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), Jean-Pierre Masseret, dans un entretien accordé à « Nouvelles atlantiques ».

L'évolution de la politique européenne de défense est aujourd'hui « étroitement liée » à celle de l'OTAN qui est en train de se repositionner sur la scène internationale pour acquérir un rôle de plus en plus politique avec « probablement d'ici deux ans la redéfinition d'options stratégiques dans un partenariat politique plus ouvert » et « capable de faire du civilo-militaire qui, jusqu'à présent, était le propre de l'Union européenne », remarque M. Masseret. En outre, d'ici vingt à trente ans, « le monde va se déplacer vers le Pacifique ». L'UE doit développer la PESD en se préparant à toutes les éventualités « y compris le pire: que les Etats-Unis, pour des intérêts vitaux, lâchent la main du petit frère européen » pour s'occuper de leurs intérêts particuliers dans le Pacifique. En théorie, l'UE s'est dotée de structures pour développer sa politique de défense, reconnaît M. Masseret, tout en posant le problème des capacités, en lançant: « L'Agence européenne de défense, c'est un truc fabuleux sur le papier, c'est vraiment la structure centrale du dispositif qui doit notamment évoquer les questions de capacité, mais elle n'a pas les moyens ». Or, pour devenir un acteur mondial, l'UE doit disposer d'outils militaires, sans négliger l'armée de terre, souligne M. Masseret, qui note: face au danger du terrorisme, « ce ne sont pas les avions ou les sous-marins qui vont intervenir, donc il ne faut pas que, à travers les débats qui privilégient les armes les plus sophistiquées, on oublie les armées de terre ». Pendant son mandat, le président de l'Assemblée de l'UEO mettra donc un point d'honneur à veiller à ce que « les réalisations traduisent bien les discours » et à ce que les parlementaires puissent effectuer leur travail de contrôle. « Il faut que nos exécutifs acceptent l'idée que les membres des parlements nationaux ne sont pas des gêneurs, mais des acteurs ». M. Masseret va donc s'atteler à « faire reconnaître la nécessité de l'Assemblée » de l'UEO en s'appuyant sur les parlements nationaux, et en faisant « de la diplomatie directe » dans les capitales, notamment à Londres et à Berlin.